



Tarbes le 20 octobre 2016.

Communiqué de presse du Parti socialiste des Hautes Pyrénées

Réaction aux déclarations du FN65

La guerre en Syrie et en Irak, la guerre dans l'immense région du Sahel, les combats quotidiens au sud Soudan, au Yémen ou en Somalie et bien d'autres persécutions collectives ou individuelles poussent des centaines de milliers de réfugiés sur les routes de l'exil. Ces hommes et ces femmes, ces enfants, quittent leurs familles, leurs amis, les villages de leur enfance, leur travail, et tentent d'échapper à la misère et à la mort. Dans l'enfer de la guerre, face à un quotidien des bombes, des tirs de kalachnikov ou de mortier, face à des persécutions, ils font le rêve de la vie, d'une vie meilleure en Europe. Et meurent trop souvent en tentant d'y arriver.

Seul un esprit sans cœur oserait affirmer ne pas être choqué par les images désormais quotidiennes de ces boat people affrontant la mort sur la Méditerranée.

Face à cette situation historique une immense majorité tente de trouver des solutions. La France accorde le droit d'asile à toute personne persécutée ou en danger de mort dans son pays. C'est sa grandeur. C'est sa fierté de patrie des droits de l'homme.

D'autres, par calcul politique, par besoin de diviser les Français, pour tenter d'exister à travers la polémique ou par simple haine de leurs semblables, tentent d'utiliser cette misère.

Le Front National des Hautes Pyrénées, en pointant les lieux d'accueil des réfugiés participe à cette tendance, rappelle que les heures sombres de l'histoire de France ne sont pas nécessairement celles du passé. Et va à rebours de l'histoire, contre toutes les valeurs qui ont bâties notre démocratie.

Le parti socialiste des Hautes Pyrénées réaffirme à travers cette triste polémique un certain nombre de principes :

- bien sûr celui lui fondateur du droit d'asile
- celui du droit au respect de la vie privée
- la prééminence des droits fondamentaux des réfugiés et exilés notamment leur droit à la santé, à l'éducation, mais aussi au travail et à la non séparation des familles.
- la place de la France, membre permanent du conseil de sécurité des Nations Unies, patrie d'accueil de tous les persécutés.

Le Parti Socialiste des Hautes Pyrénées demande à toutes les autorités ou associations d'utilité publique d'envisager les suites judiciaires qui s'imposent sur cette sinistre pratique.